

Études internationales



Yves BOURDET, Joakim GULLSTRAND et Karin OLOFSDOTTER (dir.), *The European Union and Developing Countries. Trade, Aid and Growth in an Integrating World*. 2007, Cheltenham, Edward Elgar, 223 p.

Raúl Bernal-Meza et Gustavo Alberto Masera

Volume 40, numéro 3, 2009

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/038099ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/038099ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bernal-Meza, R. & Masera, G. (2009). Compte rendu de [Yves BOURDET, Joakim GULLSTRAND et Karin OLOFSDOTTER (dir.), *The European Union and Developing Countries. Trade, Aid and Growth in an Integrating World*. 2007, Cheltenham, Edward Elgar, 223 p.] *Études internationales*, 40(3), 460–462.
<https://doi.org/10.7202/038099ar>

« L'État ». Ainsi que son titre le souligne, il s'agit ici d'un chapitre large qui s'intéresse à la conceptualisation du lien entre État et développement. Constituant avant tout un exercice définitionnel du concept d'État ainsi que de ses applications propres, la contribution de Houtart est sans doute nécessaire à la compréhension des phénomènes actuels du développement. Avec ses maints rappels historiques et conceptuels, le texte de Houtart constitue un outil de choix pour quiconque s'intéresse aux mutations étatiques contemporaines. Tout au long du chapitre, l'auteur dépeint une vision judicieusement nuancée d'un État qui peut être « un auxiliaire du système économique, c'est-à-dire du marché, mais qui peut aussi devenir le lieu des régulations et de l'exercice d'un pouvoir par des classes subalternes ».

Sa conclusion, qui s'attarde au développement des diverses luttes pour un autre État et pour un autre développement, aurait toutefois pu être plus détaillée. Pouvant constituer à elle seule un chapitre, cette partie nous apparaît un peu négligée en ce qui à trait à la place importante qu'elle fait à la réflexion.

« Conflit et développement », le texte de Marie-Joëlle Zahar, offre une perspective rafraîchissante et didactique sur ce sujet complexe qu'est le lien entre conflit et développement. Le chapitre de cette spécialiste des conflits en Afrique et au Moyen-Orient, professeure au Département de science politique de l'Université de Montréal, débute de façon très large et se raffine par la suite. Partant de la théorie inhérente à la construction de l'État moderne pour s'intéresser par la suite aux divers champs de spécialisation du sujet dans l'histoire, Zahar utilise un large éventail de penseurs issus

de divers horizons, de Lénine à Keohane en pensant par Tilly.

Il est aussi à noter que la lecture du texte se révèle utile ne serait-ce que pour la présentation de son concept de « (dé) développement ». Enfin, un passage particulièrement intéressant pose diverses questions relativement à l'importance de l'implication des entreprises et des bailleurs de fonds dans le développement d'un État en conflit.

L'ouvrage, dirigé par Beaudet, Schafer et Haslam, trois professeurs à l'Université d'Ottawa, constitue dans la récente littérature francophone l'un des tout premiers manuels à la fois didactiques et critiques traitant du développement international. La justesse avec laquelle les auteurs analysent le développement sous tous ses angles fait sa particularité.

Mathilde FOREST RIVIÈRE

*Département de science politique
Université de Montréal*

**The European Union
and Developing Countries.
Trade, Aid and Growth
in an Integrating World**

*Yves BOURDET, Joakim GULLSTRAND
et Karin OLOFSDOTTER (dir.), 2007,
Cheltenham, Edward Elgar, 223 p.*

Les inégalités entre les sociétés riches et celles des pays en développement se sont creusées à la suite des transformations qu'ont connues la politique et l'économie mondiales. Dans ce contexte, les programmes internationaux liés au commerce international et les instruments pour promouvoir la coopération au développement ont dû être révisés. Ce livre analyse précisément ces réorientations. Ses éditeurs ont fait

appel aussi à dix autres spécialistes afin d'évaluer les contenus et la nature des politiques de commerce international, dans leurs relations avec les politiques de coopération et d'aide au tiers monde. En une introduction et dix chapitres, l'ouvrage réalise une évaluation critique des politiques de l'Union européenne (UE), des effets que celles-ci ont eus sur la promotion du développement dans les pays pauvres, et les compare avec celles suivies par les États-Unis.

Les éditeurs estiment qu'il existe trois raisons fondamentales qui donnent un caractère d'actualité au sujet : les négociations difficiles entre les deux parties du monde, dans le cadre du cycle de Doha ; la forte pression produite par l'émigration depuis les pays en développement vers l'UE ; et la nécessité de rendre plus efficaces les mécanismes de coopération au développement en vue de réaliser les Objectifs du Millénaire. Le sujet est très important pour l'UE, puisqu'elle est le principal partenaire commercial de nombreux pays en développement et parce qu'elle est, avec les États-Unis, la principale source d'aide aux régions les plus pauvres de la planète.

Les dix chapitres du livre ont en commun la méthodologie de travail, un cadre théorique et conceptuel, dont l'assise est une révision de la littérature sur le sujet, et une modélisation de l'analyse quantitative. Ils présentent une étude des trajectoires historiques des efforts de coopération qu'offre le lien entre théories, modèles analytiques et preuves empiriques. Dans la méthode quantitative que partagent les auteurs, quelques-uns coïncident dans l'application générique du modèle d'analyse connu comme *gravity model*, selon les fondements théoriques déjà acceptés comme standard de

référence par la communauté scientifique. Ce modèle est considéré comme un instrument clé pour évaluer, empiriquement et par échantillons, une série de questions, comme les effets générés par le fonctionnement des schémas préférentiels et les blocs régionaux de commerce, à partir de l'analyse des projections économétriques en une période donnée.

Les résultats se déduisent de l'évaluation de la base empirique qu'offrent les études de cas présentées, qui portent de façon prédominante sur des pays d'Afrique et du Moyen-Orient proche du bassin méditerranéen (*Middle East*), bien qu'il y ait aussi d'autres pays bénéficiaires de régimes de préférences, comme les pays ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique), et du système général de préférences. Les recherches se tournent vers une évaluation du caractère effectif ou non des politiques de commerce et de coopération (aide) vis-à-vis des pays en développement, mais en s'appliquant à réviser leurs effets dans des cas concrets : a) sur les possibles modifications survenues dans les courants et tendances du commerce et la spécialisation internationale, basés maintenant sur les avantages comparatifs classiques, mais aussi les économies d'échelle et les flux dans les deux sens de biens similaires quoique différenciés (commerce intra-industriel) ; b) la nécessité d'imposer des réformes dans les systèmes de préférences commerciales ; c) l'impact des politiques d'aide dans l'approfondissement de l'intégration régionale des pays en développement, dans laquelle l'incorporation de pays au bloc régional peut signifier création comme déviation de commerce ; d) les réformes qui surgissent à l'intérieur de l'UE ; e) les effets comparatifs des politiques commerciales

et d'aide de l'UE et des États-Unis sur les pays en développement.

En essayant d'évaluer les résultats de ces politiques, la plupart des articles se rejoignent quant à la nécessité de réviser et d'approfondir les schémas de coopération entre l'UE et les pays en développement qui, dans la majorité des cas étudiés, ont été historiquement bénéfiques, mais qui peuvent actuellement présenter des fissures et des besoins de mise à jour. De toute façon, l'impact de l'aide multilatérale de l'UE sur la croissance économique des pays en développement est remis en question. Il est ainsi argumenté que ce soutien n'a pas été décisif dans les pays les plus pauvres et ne s'est pas révélé efficace comme instrument d'aide à l'amélioration de la compétitivité de ces économies. Les explications ont plusieurs facettes, mais ce qui prédomine est la vue que l'aide n'est pas toujours un instrument utilisé pour stimuler la croissance sur le plan macro-économique. Quant à la comparaison entre l'efficacité des politiques de l'UE et celles des États-Unis, Nilsson conclut que les préférences octroyées par l'UE ont été en général plus avantageuses en portée et en profondeur que celles offertes par les États-Unis. Selon Belfrage, l'aide de l'UE aurait des effets à plus long terme, avec des impacts réels plus importants sur la production locale des pays en développement que sur celle des États-Unis, surtout parce que les projets de l'UE s'orientent vers l'amélioration des infrastructures rurales et, aussi, tendent à stimuler leurs exportations vers les pays donateurs de l'aide.

Le livre est stimulant pour la réflexion, parce qu'il révisé beaucoup d'arguments sur lesquels repose l'aide économique aux pays pauvres. Il se distingue par la rigueur de ses méthodes

d'analyse quantitatives et qualitatives appliquées à la recherche. Le résultat final, très satisfaisant, est souligné tant par la rigueur dans l'application des modèles analytiques que par la vue d'ensemble qui se dégage des différentes études de cas, dans un contexte international de diffusion de la connaissance orientée vers l'obtention des meilleures pratiques dans la formulation des politiques de coopération régionale et comme base d'appui pour la prise de décisions plus efficaces.

Raúl BERNAL-MEZA
et Gustavo ALBERTO MASERA
CERIAL, Mendoza, Argentine

ANALYSE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Russia and Globalization. Identity, Security and Society in an Era of Change

*Douglas W. BLUM (dir.), 2008,
Baltimore, MD, The Johns Hopkins
University Press, 383 p.*

Née sur les ruines de l'Union soviétique à la fin de 1991, la Fédération de Russie en transition a très rapidement dû faire face aux défis posés par la mondialisation. Cet ouvrage collectif, dirigé par D. Blum, offre une analyse des effets engendrés par la mondialisation sur les politiques intérieures et étrangères et sur la société russes. Il adopte un angle jusque-là peu privilégié dans l'étude des transformations sociales et politiques qui ont affecté la Fédération de Russie, et propose un regard renouvelé sur l'évolution de la politique étrangère russe depuis 1991. En effet, il interroge les interconnexions entre la construction de la puissance et celle d'une identité politique aux contours incertains, et se